



POUR UNE LISTE NPA AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES UNE VOIX ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE

CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

Le NPA souhaite se présenter aux élections européennes de mai prochain, pour y faire entendre une voix anticapitaliste, lutte de classe et internationaliste.

Ces élections approchent et seront un test politique important sur les rapports de forces, sur la légitimité de Macron, sur la place de l'extrême droite et nous pensons indispensable, dans le contexte actuel, qu'une voix anticapitaliste et internationaliste, défendant jusqu'au bout les intérêts du monde du travail, s'y exprime.

Depuis plusieurs mois, des centaines de milliers de travailleurs/ses, sur les ronds-points, dans les assemblées, les manifestations, tiennent tête à Macron. Ils et elles refusent l'injustice sociale, l'arrogance et la violence gouvernementales. Le bras de fer engagé s'ajoute aux autres luttes de ces dernières années et bénéficie du soutien d'une grande partie du monde du travail.

Le gouvernement se présente ouvertement et cyniquement comme celui des riches et continue d'accélérer le rouleau compresseur de la casse sociale. Dans les prochaines élections, nous

souhaitons défendre la détermination des Gilets jaunes et l'aspiration à la démocratie qui s'est exprimée. Nous souhaitons que la contestation s'exprime sur un terrain de classe, radicalement opposé aux démagogues de droite et d'extrême droite, et sans illusion sur la gauche institutionnelle ou chauvine.

LA LISTE QUE NOUS VOULONS

Nous souhaitons présenter une liste de salarié·e·s, de militant·e·s de base combattifs·ves, attachés à la démocratie ouvrière dans nombre d'entreprises du privé ou du public, dans l'automobile, la chimie, le commerce, les transports, la Poste, l'Éducation ou les Hôpitaux comme dans la jeunesse scolarisée et investis dans les combats antiracistes, écologistes, féministes ou pour le droit au logement.

Des militant·e·s qui ne sont pas des politiciens professionnels, qui participent aux différentes

mobilisations sociales de ces dernières années en cherchant la convergence des luttes, en portant les valeurs internationalistes de solidarité avec les travailleurs·ses de toutes origines. **Pour parvenir à porter notre voix subversive, nous faisons face à un obstacle de taille : l'argent.**

Pour obtenir le droit à la parole, l'impression des professions de foi et bulletins de votes, nous avons besoin d'un million d'euros.

Nous en appelons donc à tous nos militants et sympathisants, à nos amis, familles, collègues de travail, camarades de lutte, pour réunir cette somme. Les partis bourgeois ont leurs riches mécènes. Nous avons la détermination militante et des soutiens en nombre. Toutes et tous à notre campagne de souscription !



NON À MACRON, NON À L'EXTRÊME DROITE

Macron se présente comme l'incarnation d'une Europe progressiste face à l'extrême droite nationaliste. Cette dernière tente de faire croire qu'un repli national serait positif pour les classes populaires. Nous refusons ce faux choix entre libéralisme européen et nationalisme. Si nous combattons l'Union européenne capitaliste, nous sommes internationalistes, nous voulons construire une Europe des travailleurs·ses et des peuples. L'UE est une machine de guerre

pour les classes possédantes, pour organiser la mise en concurrence des travailleurs·ses des différents pays, faire passer des réformes antisociales ou encore coordonner les politiques anti-immigré·e·s. L'État français n'est pas « l'otage de Bruxelles », il la codirige pour attaquer les classes populaires en France ou asphyxier les pays du Sud comme la Grèce.

Le NPA porte une voix anticapitaliste et internationaliste :

- Une voix qui combat l'UE en tant que machine de guerre contre les travailleur·e·s, tout autant que

les gouvernements nationaux qui la composent.

- Une voix qui porte les intérêts des travailleurs·ses et des jeunes dans tous les pays et relaye leurs luttes, et qui refuse leur mise en concurrence .

- Une voix solidaire des migrant·e·s et qui dénonce les guerres et le pillage opérés par les puissances européennes.

- Une voix qui propose une rupture avec le capitalisme, en rompant avec les traités de l'Union européenne et pour une Europe des travailleurs·ses et des peuples.

REFUSER L'AUSTÉRITÉ ET LES DÉSASTRES SOCIAUX

Les plans d'austérité se succèdent dans l'UE et sont de plus en plus féroces depuis la crise de 2008. Que les gouvernements soient de droite, de « gauche » ou d'« union nationale », les résultats sont l'abaissement du niveau de vie des travailleurs·ses, la destruction des services publics, qui mettent encore plus l'économie du pays concerné à genoux, incapable de payer ses dettes. Ce qui justifie, aux yeux des banquiers, un nouveau plan d'austérité.

Les banques continuent d'encaisser les intérêts de leurs prêts et les bénéfices de leurs spéculations, avec la bénédiction des États les plus puissants et des organismes internationaux.

L'UE est un outil pour organiser l'austérité et le dépeçage des pays, pour contribuer à imposer de réduire les déficits et dont la Banque centrale européenne refuse de prêter aux États en difficulté. Les pays riches (principalement la France et l'Allemagne) imposent ainsi leurs choix aux peuples et aux

travailleurs·ses d'Europe.

Il n'y a qu'un programme qui soit efficace face à la crise : la réquisition des banques et des grandes entreprises, le non-paiement de la dette et de grandes mobilisations pour imposer des revendications de justice sociale jusqu'à l'affrontement avec l'État et le grand patronat au niveau national et européen.

La Grèce, après une période de lutte de classes massives, s'est retrouvée face à un mur. Syriza avait promis de rompre avec l'austérité mais, sous la menace toujours plus agressive de l'UE et du FMI, Tsipras a renoncé à nationaliser les banques, il a payé la dette, a privatisé et attaqué les salaires et les retraites.

Résultat, le PIB du pays s'est effondré de près de 25 % depuis 2009. La catastrophe sociale est sans appel : destructions massives d'emplois, baisse de 26 % du revenu annuel médian, diminution de 40 % des actifs des ménages, liquidation générale des services sociaux, bradage à de grands groupes étrangers des entreprises anciennement publiques et même du patrimoine culturel du pays !

POUR UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Les pays ferment leurs ports aux embarcations qui transportent ou sauvent les migrant·e·s et refusent d'accueillir les survivant·e·s, montrant le visage le plus sinistre de l'Europe.

L'UE donne des milliards à des gouvernements comme ceux de la Turquie, du Maroc ou de la Libye pour encager brutalement des populations qui fuient des guerres et des désastres dont les pays d'Europe sont souvent coresponsables.

Le résultat se compte en milliers de morts, en particulier en Méditerranée.

Il est temps de rompre avec ces

politiques mortifères, d'**ouvrir les frontières aux personnes qui veulent aujourd'hui rejoindre l'Europe**. Il faut mettre fin aux accords de Dublin, démanteler Frontex, réquisitionner des navires, y compris militaires, pour venir en aide aux migrant·e·s en Méditerranée.

Il ne doit pas y avoir de frontières entre les peuples, notre solidarité va aux travailleurs·ses du monde entier. Nous revendiquons la **liberté de circulation et d'installation pour tou·te·s, exilé·e·s, migrant·e·s, demandeurs·ses d'asile ou travailleurs·ses sanspapiers**.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

L'UE aide les capitalistes européens à défendre leurs intérêts en Afrique et au Moyen-Orient en maintenant une politique néocoloniale, faite de guerres, de soutien aux dictatures et de spoliation des richesses naturelles.

Nous soutenons les combats des peuples contre les puissances européennes : en Palestine, en Afrique, mais aussi en Catalogne. Nous voulons que chaque peuple puisse décider de son sort, en alliance avec les autres peuples.

C'est pour cette raison que nous nous opposons à l'UE la perspective d'une Europe de la solidarité entre les peuples, une Europe qui en finit avec l'organisation sociale capitaliste fondée sur la défense des intérêts des différentes bourgeoisies nationales.



FACE AU NATIONALISME ET À L'EXTRÊME DROITE

Le FN a de nouveau atteint le second tour de la présidentielle. L'extrême droite a pris en mains le pouvoir en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en Italie et elle donne de plus en plus le ton quant aux politiques de l'UE.

Elle s'en prend violemment aux étranger·e·s et à l'ensemble des classes populaires : volonté d'un couvre-feu aux « commerces ethniques » en Italie, interdiction aux SDF de dormir dans les rues de Hongrie, projet de semaine de 60 heures de travail en Autriche...

Malgré quelques protestations verbales, la Commission européenne s'accommode des dirigeants d'extrême droite et des politiques racistes et antisociales qu'ils mettent en place.

Nous refusons toute concession ou adaptation opportuniste aux discours de l'extrême droite, nous défendons les droits des migrant·e·s, en solidarité avec l'ensemble des classes populaires. Nous voulons contribuer à une riposte du monde du travail contre la montée de l'extrême droite.

LE PIÈGE DU PROTECTIONNISME

La crise économique et la soif de profits ont provoqué des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises. Les capitalistes font souvent croire que cela est dû à des délocalisations dans des pays où la main d'œuvre est moins chère.

L'extrême droite et d'autres courants nationalistes proposent donc un « souverainisme » supposé préserver les emplois et les marchés français. On nous fait croire que les patrons et ouvrier·e·s français·e·s auraient un intérêt commun, qu'il faudrait « produire français » ou s'opposer aux « travailleurs·ses détaché·e·s ».

Les grandes puissances mènent également une guerre économique par les droits de douane, qu'ils appellent mesures protectionnistes. Mais, paradoxalement, l'UE et les politiciens libéraux promeuvent une dérégulation complète pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail.

Face à la dégradation de nos conditions de travail, refusons la mise en concurrence entre les travailleurs/ses des différents pays et imposons aux patrons **des conditions de travail et de vie dignes pour tous, un salaire minimum européen, les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire partout en Europe.**

ÉCOLOGIE CONTRE CAPITALISME

Déforestation, chute de la biodiversité, bouleversement climatique montrent l'accélération de la crise écologique. Le capitalisme fabrique toujours plus de biens et de services, en exploitant les ressources naturelles et humaines sans frein, pour en tirer une plus-value toujours plus forte. L'UE détruit massivement les services publics, les protections sociales et environnementales.

Nous voulons socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100% renouvelable sans énergie fossile ni nucléaire, éliminer les productions inutiles ou nuisibles, en finir avec l'obsolescence programmée des produits ou les absurdes transports de marchandises

qui servent à maximiser les profits des multinationales. À l'inverse d'une politique agricole commune qui favorise l'agrobusiness, nous voulons une Europe qui interdise les produits chimiques cancérigènes et toxiques, qui encourage une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire...

Ce n'est pas aux classes populaires de payer la crise écologique par les taxes sur les carburants et cette nouvelle taxe carbone ! C'est aux capitalistes qui en sont responsables. Les luttes antiproductivistes et anticapitalistes construisent un autre projet de société : l'écosocialisme, où les priorités de production et de consommation seront démocratiquement décidées par la population elle-même.

POUR L'IVG, CONTRE LES VIOLENCES ET LA PRÉCARITÉ, SOLIDARITÉ FÉMINISTE !

L'avortement est encore interdit dans certains pays européens. Les mobilisations ont permis des avancées en Irlande ou empêché, par la grève, des reculs importants comme en Pologne. Partout, les politiques d'austérité fragilisent l'accès à l'IVG. Celles qui le peuvent vont avorter là où les délais sont plus longs, les autres restent avec leurs grossesses non désirées.

Le 8 mars 2018, des millions de femmes ont fait massivement grève dans l'État Espagnol pour dénoncer la précarité,

les bas salaires, la double journée... En France, les femmes parmi les plus précaires se sont mobilisées comme dans la santé, à Onet, au Park Hyatt ou dans le mouvement des Gilets jaunes.

Enfin, les femmes s'organisent contre les violences sexistes à la maison, au travail ou la rue. Ces violences touchent toutes les femmes, se combinent au racisme et atteignent des formes extrêmes contre les femmes migrantes. La mobilisation se construit en solidarité avec les femmes du monde entier.



POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS·SES ET DES PEUPLES

Nous nous battons, en France comme en Europe, pour des mesures de justice sociale et de solidarité, en rupture avec les politiques capitalistes de concurrence généralisée et d'austérité. La satisfaction des besoins des classes populaires exige d'en finir avec des choix économiques et sociaux qui frappent le plus grand nombre au profit d'une classe de privilégiés.

DES MESURES SOCIALES URGENTES

- Combattre le chômage par l'**interdiction des licenciements et des contrats précaires, le partage du temps de travail sans perte de salaires,**
- Un revenu au moins égal au SMIC pour tous et toutes, jeunes, chômeurs, retraités, à **1800 euros net, une augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros,**
- La santé gratuite pour tou·te·s, un système hospitalier public intégrant l'ensemble des établissements de soin,
- Le droit à la **retraite à taux plein à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles,**
- Un logement décent pour tou·te·s, en **réquisitionnant les logements vides** et en construisant des logements sociaux, économes en énergie.
- Un accès réel au **droit à l'avortement par le développement des centres d'IVG.**

S'ATTAQUER AUX PROFITS

Le financement de ces mesures impose une autre répartition des richesses produites, la fin des cadeaux fiscaux dont bénéficient les capitalistes et des rentiers. Il nous fait aussi reconstruire les services publics en y créant un million d'emplois, notamment dans la santé et l'éducation.

Il faut réquisitionner les grands secteurs de l'économie (notamment de l'énergie et des transports), sortir du nucléaire en 10 ans pour s'orienter vers les énergies renouvelables.

Il faut réquisitionner les banques, et annuler les dettes des États et des particulier·e·s, dettes qui sont illégitimes.

PAR NOS MOBILISATIONS, CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE

Les mesures que nous voulons vont à l'inverse des décisions prises par le gouvernement Macron et les gouvernements précédents, à l'encontre des intérêts des capitalistes français et européens comme des injonctions et des règles fixées par l'Union européenne.

Nous défendons un programme de luttes, que seule une puissante mobilisation des classes populaires permettra d'imposer. Les travailleurs·ses, qui font tourner l'économie et produisent les richesses, peuvent inverser le rapport de force. Nous voulons un gouvernement des travailleurs·ses, qui en finisse avec l'austérité et engage une rupture avec le capitalisme.

Cette mise en œuvre se heurterait à une réaction violente, de la part des capitalistes mais aussi des dirigeants européens et des institutions de l'Union européenne et de la Banque

centrale européenne. La répression que connaissent les Gilets jaunes montre que les gouvernements ne reculent devant rien quand on les conteste. Il faudrait donc non seulement désobéir aux injonctions et aux règles de l'UE, mais aussi en appeler à la solidarité et au soutien de tous les autres peuples de l'UE qui, en butte aux mêmes politiques capitalistes partagent les mêmes intérêts que les nôtres.

Dans chaque pays, il est nécessaire de construire de grands mouvements unitaires du monde du travail, des grèves générales, qui en se répondant, en se coordonnant, pourraient construire une véritable solidarité internationale et une autre société, sans classe, sans oppression.

Voilà ce que porte le NPA, qui milite pour construire un parti pour les exploité·e·s, pour celles et ceux qui font tourner cette société par leur travail et veulent enfin l'organiser pour les besoins, pas pour les profits capitalistes !

UNE VOIX ANTICAPITALISTE CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

NPA
SOUSCRIPTION

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG